



Profil pays sur le pastoralisme et l'agriculture à petite échelle – Afrique du Sud



REMERCIEMENTS

L'objectif principal de l'élaboration du profil pays sur le pastoralisme et l'agriculture à petite échelle est d'identifier l'état actuel du paysage de la gouvernance pour le pastoralisme et l'agriculture à petite échelle en Afrique du Sud.

Le programme SLGA soutient la mise en œuvre de l'Agenda de l'Union Africaine (UA) sur la gouvernance foncière. Il fait partie de l'initiative unique du BMZ (Ministère fédéral de la coopération économique et du développement) intitulé **"Un monde - Pas de faim"**. Ce programme aura une immense contribution à l'initiative dans le cadre du domaine d'action "promouvoir une utilisation responsable des terres et améliorer l'accès à la terre". Le SLGA vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles requises pour réaliser des politiques foncières durables qui reconnaissent les droits des groupes marginalisés tels que les petits agriculteurs, les pasteurs, les jeunes et les femmes à travers l'Afrique. L'un des principaux domaines d'action de la SLGA est la création et la coordination du Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique (NELGA) sous la direction de l'ALPC (African Land Policy Centre).

Cette étude a généré des preuves pour informer la capacité de la SLGA à fournir un soutien consultatif sur ces questions aux décideurs et autres parties prenantes. Ces informations contribueront à l'ensemble de la littérature disponible sur le programme de gouvernance foncière de l'UA visant à améliorer la gouvernance foncière en Afrique.

Éditeurs

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège social

Bureau GIZ

B.P. 2406

1 Orange Groove

Highlands

Harare

Zimbabwe

Programme : SLGA

Auteurs

Jimat Development Consultants

46 Somerset

Eastlea, Harare

Zimbabwe

Auteur principal : Professeur M. Munhamo Chisvo

Personnel de soutien à la recherche : Deveria Banda et Tichaona Chivero

Équipe de rédaction

Jimat Development Consultants

46 Somerset

Eastlea, Harare

Zimbabwe

Conception et mise en page

Christel Kenou/Jimat Conseillère en développement

Crédits photos /sources

Page de couverture : Nenad Gataric /Unsplash

p1 : Encyclopædia Britannica, Inc.

p.3 : Freepik ; p.9 : Freepik

Responsable

La GIZ est responsable de cette publication

Harare, 30 novembre 2022.

Au nom de la GIZ



TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	i
TABLE DES MATIÈRES	ii
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	iii
1. PAYS ET MACROÉCONOMIE	1
Données générales	1
Indicateurs socio-économiques	1
Agriculture et élevage	1
2. L'AGRICULTURE À PETITE ÉCHELLE	1
Caractéristiques générales	1
Rôle et place des femmes	2
Rôle et place des jeunes	3
Évaluation de la recherche disponible sur l'agriculture à petite échelle	4
Politique publique en faveur de l'agriculture à petite échelle	4
Accès à la terre et gouvernance foncière	5
Changement climatique et agriculture à petite échelle	5
Coopération internationale ou régionale en faveur de l'agriculture à petite échelle	6
3. PASTORALISME	6
Caractéristiques générales	6
Rôle et place des femmes	7
Rôle et place de la jeunesse	7
Évaluation de la recherche disponible sur le pastoralisme	8
Politique publique en faveur du pastoralisme	8
Pastoralisme et gestion des parcours naturels	10
Changement climatique et pastoralisme	11
Coopération internationale ou régionale en faveur du pastoralisme	12
4. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	12
Conclusion	12
Recommandations	13
RÉFÉRENCES	15

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AD	: Anno Domini
ALPC	: Centre africain de politique foncière
BMZ	: Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (Allemagne)
CASP	: Programme global de soutien à l'agriculture
FANRPAN	: Réseau d'analyse des politiques en matière d'alimentation, d'agriculture et de ressources naturelles
FAO	: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
GDI	: Indice de développement du genre
GIZ	: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Société allemande de coopération internationale)
NELGA	: Réseau d'excellence sur la gouvernance foncière en Afrique
NEPAD	: Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NPC	: Commission nationale de planification
PANA	: Programmes d'action nationaux d'adaptation
PDDAA	: Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
PIB	: Produit intérieur brut
PKH	: Centre de connaissances sur le pastoralisme
PNUD	: Programme des Nations unies pour le développement
RAP	: Politique agricole régionale
SADC	: Communauté de développement de l'Afrique australe
SDG	: Objectifs de développement durable
SLGA	: Renforcement des capacités de conseil en matière foncière
Stats SA	: Statistiques Afrique du Sud
UA	: Union africaine
VIH	: Immuno-virus humain
WEF	: Forum économique mondial
YARD	: Les jeunes dans l'agriculture et le développement rural

1. PAYS ET MACROÉCONOMIE

Données générales

L'Afrique du Sud occupe la pointe sud de l'Afrique, s'étendant sur environ 3000 km, avec une latitude de 22°S à 35°S et une longitude de 17°E à 33°E. Le pays couvre une superficie de 1 219 602 km². Sa situation est subtropicale, avec des océans sur trois côtés du pays, un plateau intérieur et des températures chaudes. L'Afrique du Sud est un pays sec avec des précipitations annuelles moyennes d'environ 464 mm. La partie occidentale du pays connaît des précipitations hivernales, et le reste du pays connaît des précipitations estivales. La ville centrale du plateau intérieur est Johannesburg et se trouve à une altitude de 1696m, avec une moyenne de températures inférieures à 30° en été, alors qu'en hiver, les températures peuvent descendre jusqu'à 0°, surtout pendant la nuit. Les régions côtières du sud sont relativement chaudes en hiver, ce qui contraste avec les régions orientales et occidentales du pays (South Africa Government, 2022).



Selon Statistics South Africa (Stats SA) en 2021, la population de l'Afrique du Sud était d'environ 60,14 millions de personnes ; environ 51,1% (33,07 millions) de femmes et 48,9% (29,39 millions) d'hommes. Le taux de prévalence du VIH est d'environ 13,7% de la population sud-africaine avec un chiffre total estimé à 18,2 millions de personnes en 2021 (Gouvernement d'Afrique du Sud, 2022). L'espérance de vie à la naissance est de 59,3 ans pour les hommes et de 64,6 ans pour les femmes.

Indicateurs socio-économiques

En dollars américains constants, le PIB de l'Afrique du Sud est de 419,9 milliards de dollars et le PIB par habitant est de 6994 dollars. 21 (Amra et al., 2022). Le taux de chômage est de 33,9% et le taux de pauvreté de 56,9%, mais les populations rurales et les petits exploitants agricoles constituent les plus pauvres des pauvres.

Agriculture et élevage

La superficie agricole était d'environ 96,34 millions d'hectares en 2020, soit 74% de la superficie totale du pays. Les principaux produits agricoles sont les principales céréales (maïs, blé et riz), les graines oléagineuses, les fruits à feuilles caduques et subtropicaux, le sucre, les agrumes, le vin et les légumes. Le cheptel se compose de poulets (179 millions), de moutons (21,6 millions), de bovins (12,3 millions) et de chèvres (5,2 millions). La contribution de l'agriculture à la valeur ajoutée est de 2,4 %. L'agriculture contribue à 5% de l'emploi national et génère 42% des exportations du pays.

2. L'AGRICULTURE À PETITE ÉCHELLE

Caractéristiques générales

En Afrique du Sud, les petites exploitations agricoles ont une superficie comprise entre 1 et 5 hectares et

occupent environ 300 000 unités de l'utilisation totale des terres agricoles dans le pays (Mathinya, Franke et Gille, 2022). Les petits agriculteurs chercheraient principalement à augmenter la sécurité alimentaire en pratiquant l'agriculture sur de petites exploitations (Elleboudt, 2012) et en vendant les excédents par le biais du commerce informel (BFAP, 2020 ; Stats SA, 2020 ; Rusere et al., 2019 ; Zantsi et al., 2019 ; Thamaga-Chitja & Morojele, 2014). Bien que les petits agriculteurs soient plus nombreux que les grands exploitants, ils sont considérés comme des contributeurs insignifiants à la production alimentaire nationale. Cette bizarrerie n'est pas propre à l'Afrique du Sud. Il est courant de lire dans les rapports scientifiques et politiques que la productivité des petits agriculteurs (production par unité de terre) est inférieure à celle de leurs homologues à grande échelle (Cervantes-Godoy, 2015), bien qu'ils restent des acteurs clés des systèmes alimentaires locaux. Le gouvernement sud-africain a récemment mis en avant l'importance des petits agriculteurs en tant que moteurs de la sécurité alimentaire (Matechera et Scholes, 2022).

Rôle et place des femmes

L'agriculture peut être un important moteur de croissance et de réduction de la pauvreté, surtout si les femmes en bénéficient. Des données globales montrent que les femmes représentent environ 43 % de la main-d'œuvre agricole dans le monde et dans les pays en développement. Mais le secteur est peu performant dans de nombreux pays, en partie parce que les femmes, qui sont souvent une ressource cruciale dans l'agriculture et l'économie rurale, sont confrontées à des contraintes qui réduisent leur productivité. Cependant, la littérature sur la situation des femmes dans la gestion des ressources dans l'agriculture à petite échelle en Afrique du Sud brosse un tableau contrasté concernant leurs contraintes et leurs possibilités de participation.

Les résultats d'une enquête sur le rôle des femmes dans l'agriculture à petite échelle couvrant six pays d'Afrique subsaharienne ont indiqué que l'Afrique du Sud présentait la plus forte proportion de

participation des femmes à la prise de décision parmi les ménages agricoles (Haug et al., 2021). Les femmes dominent les seules décisions concernant la production agricole. Ces décisions portaient notamment sur les variétés de cultures à cultiver (femmes - 43% ; hommes - 26%) ; le type de pâturage/fourrage à cultiver pour l'alimentation du bétail (femmes - 10% ; hommes - 9%) ; et le type/la race de bétail à élever (femmes - 12% ; hommes - 10%). Des tendances similaires à la prédominance des femmes ont également été observées dans les décisions liées à l'utilisation du crédit, à l'utilisation du revenu, à l'adhésion à des organisations/groupes d'agriculteurs et à la participation à des programmes de vulgarisation et de formation.

En ce qui concerne l'importance de la main-d'œuvre féminine dans l'agriculture à petite échelle, les résultats de la recherche socio-économique indiquent que la charge de travail supportée par les femmes est plus élevée que celle des hommes en Afrique du Sud. Par exemple, les résultats de l'enquête citée plus haut font apparaître un rapport brut de la charge de travail entre les femmes et les hommes de 62 à 38 pour l'ensemble des activités agricoles : préparation de la terre, plantation, récolte et vente. En plus du travail agricole, les femmes rurales sont principalement responsables des tâches domestiques, notamment la cuisine, les soins aux enfants et la collecte d'eau et de bois de chauffage. La charge de travail totale dans les petites exploitations agricoles d'Afrique du Sud, y compris les tâches agricoles et domestiques, est donc considérablement plus élevée pour les femmes que pour les hommes.

Le statut socio-économique honorable des femmes en Afrique du Sud (y compris des petites exploitantes agricoles) est confirmé par les classements mondiaux utilisant des indicateurs macro-économiques tels que ceux développés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (par exemple l'indice de développement par sexe - IDG) et le Forum économique mondial (FEM) (Haug et al., 2021).

Rôle et place des jeunes

L'agriculture est considérée comme une solution à de nombreux défis socio-économiques auxquels l'Afrique du Sud est confrontée, en particulier dans les zones rurales où l'on pratique l'agriculture (Ntshangase 2016). On ne soulignera jamais assez l'importance de l'agriculture dans un pays comme l'Afrique du Sud, qui est confronté à des niveaux croissants de chômage, de pauvreté et d'inégalité. Statistics South Africa (Stats SA 2020) montre que le taux de chômage en Afrique du Sud s'élève actuellement à 30,1%, avec un chômage des jeunes de 59,0%, au premier trimestre 2020. La hausse du taux de chômage nuit aux moyens de subsistance des populations rurales, et l'agriculture peut jouer un rôle central dans l'atténuation de ce chômage (Ntshangase 2016).

La Commission nationale de planification sud-africaine (NPC) a fixé des objectifs pour le renforcement du développement rural et l'amélioration de l'emploi (création d'emplois).

plus d'un million d'emplois) par le biais du secteur agricole d'ici 2030 (NPC 2013). Le gouvernement sud-africain vise à encourager la participation agricole pour relever les défis de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté, du chômage et des inégalités (Zamxaka 2015). Les efforts sont venus à travers divers programmes de soutien et des initiatives politiques spécifiquement axées sur les femmes et les jeunes. Les programmes spécifiques aux jeunes qui ont été élaborés et lancés comprennent Youth in Agriculture and Rural Development (YARD), Agriculture Youth Development Initiative for South Africa de 1998, Rural Development and Land Reform Youth Empowerment Strategy de 2008 (FANRPAN 2012) et, plus récemment, National Policy for Beneficiary Selection and Land Allocation de 2020. L'introduction de ces initiatives (par le gouvernement et l'agriculture organisée) vise à promouvoir l'implication des jeunes dans l'agriculture et les activités connexes, car la durabilité et l'expansion du secteur ne reposent pas seulement sur leur participation active, mais aussi sur leur



capacité créative, leur force physique et leur compréhension efficace.

capacités (Kimaro et al. 2015 ; Cheteni 2016 ; Giuliani et al. 2017). L'implication des jeunes dans l'agriculture a le potentiel d'atténuer les défis de la sécurité alimentaire et du chômage des jeunes (Bagson et Kuuder 2013). À cette fin, la nécessité d'attirer les jeunes vers l'agriculture dans les sociétés agricoles rurales reste vitale (Man 2012).

Évaluation de la recherche disponible sur l'agriculture à petite échelle

Des recherches ont été entreprises dans le domaine de l'agriculture à petite échelle en tenant compte des jeunes et des niveaux de participation des jeunes dans le secteur. La littérature sur la participation des jeunes à l'agriculture à petite échelle tend à se concentrer largement sur les facteurs sociodémographiques et économiques qui limitent la participation des jeunes à l'agriculture (Nnadi et Akwizu 2008 ; Adekunle et al. 2009 ; Ahaibwe et al. 2013 ; Naamwintome et Bagson 2013 ; Kimaro et al. 2015 ; Akpan et al. 2015 ; Anania et Kimaro 2016). Certains facteurs pris en compte dans la littérature incluent, sans s'y limiter, de faibles dotations en actifs de subsistance tels que la terre, le crédit, l'accès au marché, le soutien à la vulgarisation, l'accès limité aux intrants de production et le manque de soutien du gouvernement. La littérature suggère que les jeunes restent un groupe d'individus très divers (Giuliani et al. 2017), avec des origines, des idées, des ambitions et des aspirations différentes (Leavy et Smith 2010 ; Giuliani et al. 2017). Anyidoho et al. (2012) et Tripathi et al. (2018) ont fait valoir que les aspirations des jeunes ont des effets directs sur les choix qu'ils font en matière de participation à l'agriculture.

Les principales conclusions sont les suivantes. Plus récemment, Magagula et Tsvakirai (2020) ont constaté que les perceptions économiques influencent les intentions des jeunes de participer à l'agripreneuriat. Bien que les perceptions

économiques fassent partie de la manière dont les perceptions se forment, la littérature montre que d'autres facteurs ont un impact sur les perceptions envers le secteur agricole. Une attention limitée a été accordée à des facteurs tels que les aspirations et les perceptions. Ceux-ci sont donc mal compris en tant que facteurs qui influencent la participation des jeunes à l'agriculture à petite échelle (Leavy et Smith 2010 ; Giuliani et al. 2017 ; Njeru 2017). Malgré les initiatives prises par le gouvernement et l'agriculture organisée, la participation des jeunes à l'agriculture reste un défi (Man 2012). Diverses raisons et contraintes ont été identifiées comme la cause du manque de participation des jeunes à l'agriculture. Cette apathie des jeunes comprend des salaires non compétitifs, la nature physique du travail et le manque d'informations sur les divers emplois dans l'industrie (Kidido et al. 2017) ; tandis que White (2012) et Tafere et Woldehanna (2012) ont observé que les jeunes préfèrent et aspirent à occuper des emplois en dehors de l'agriculture, car les professions non agricoles sont perçues comme étant plus gratifiantes économiquement, plus stables et non "épuisantes".

Politique publique en faveur de l'agriculture à petite échelle

L'une des politiques publiques les plus courantes mises en œuvre en Afrique du Sud et dans de nombreux pays en développement (et autres) pour soutenir les petits exploitants agricoles est la microfinance rurale. Ces programmes ont connu un grand succès dans la région de l'Amérique latine, en soutenant l'intégration des petits exploitants dans les marchés nationaux et internationaux, en particulier par la production de cultures commerciales à forte valeur ajoutée (Ella Era, nd).

L'une des formes d'inclusion financière utilisées, les programmes de participation au capital, ont été initiés par le secteur privé dans les années 1990. Ils ont été intégrés à la politique sud-africaine de réforme agraire en raison du faible rythme de la redistribution des richesses (Gray et al., 2004). Les régimes de participation au capital sont devenus une

méthode courante utilisée par les agriculteurs commerciaux pour partager leur entreprise avec leurs travailleurs agricoles. Ainsi, il existe plusieurs études de cas où ces coentreprises sont jugées plus fructueuses que les modèles de propriété exclusivement noire (par exemple, Oertle, 2017). Cependant, toutes ces expériences ne sont pas positives. Vaca (2003), en utilisant un modèle Peterson Wysocki Harsh, fournit une analyse détaillée des avantages et des inconvénients des programmes de partage de l'équité dans les industries fruitières et vinicoles et affirme que ces programmes profitent davantage aux agriculteurs commerciaux qu'aux travailleurs agricoles. Son argument est basé sur les éléments de comportement opportuniste des agriculteurs commerciaux.

Le gouvernement d'Afrique du Sud a introduit des possibilités de financement pour soutenir les petites exploitations agricoles car elles jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire et contribuent à la stabilité économique du pays par le biais du Comprehensive Agricultural Support Program (CASAP). (Gouvernement de Western Cape, 2019).

Dans le cadre du Plan national de développement (PND), le gouvernement a proposé l'intégration des petits agriculteurs dans les chaînes de valeur commerciales existantes comme un objectif clé dans les zones rurales pour atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cependant, un examen plus approfondi des récentes initiatives politiques par Chapman et al. (2021) brosse un tableau d'interventions politiques inefficaces qui se traduisent par des dépenses infructueuses. Cela contraste fortement avec les investissements gouvernementaux visant à augmenter la productivité, à améliorer l'utilisation durable des ressources agricoles et à faciliter la croissance économique et le développement des petits agriculteurs. Pourtant, selon Okunlola et al. (2016), si les politiques gouvernementales montrent une certaine reconnaissance des connaissances émergentes sur la petite agriculture, telles que la nature diverse de ce secteur, cette prise de conscience ne s'est pas toujours traduite par des programmes de soutien pratiques qui tiennent compte de ces différences de manière significative.

Accès à la terre et gouvernance foncière

Différentes formes de régimes fonciers et de propriété foncière - tribaux, propriété de l'État, terres en fidéicommiss, quitrent et freehold - sont présentes chez les petits exploitants agricoles d'Afrique du Sud. Le système foncier dans les anciens homelands est principalement dominé par les terres communales. Conformément au système communal traditionnel reconnu de propriété foncière, les membres de la communauté utilisent la plupart des terres dans les communautés tribales (Romuld & Sandham, 1995 ; Mudau, 1997 ; Sweet, 1998 ; Makhura, 2001 ; Mpandeli, 2006).

Les facteurs clés suivants font obstacle à une meilleure gouvernance foncière en Afrique du Sud, y compris dans le sous-secteur de l'agriculture à petite échelle : diversité du secteur foncier et de sa gouvernance ; complexité et sécurité des régimes fonciers ; manque de clarté ou d'accessibilité des régimes fonciers ; forte dépendance à l'égard des preuves non documentaires ; insécurité concernant la possession à long terme des terres et autres actifs fixes ; lacunes/insuffisances institutionnelles, juridiques ou politiques ; suivi insuffisant des objectifs politiques ; pénurie de ressources pour la mise en œuvre de la politique foncière : mécanismes d'établissement de rapports inappropriés ; absence de références claires en matière de propriété rurale ; manque d'implication du public dans la planification de l'utilisation des terres ; ambiguïtés de gestion ; contraintes budgétaires ; accès restreint aux données relatives aux concessions ; absence de compensation pour les déplacements de terres ; et difficultés de résolution des conflits fonciers.

Changement climatique et agriculture à petite échelle

Les experts notent qu'à mesure que le climat mondial continue de se réchauffer, l'impact de ce réchauffement dû à l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère est susceptible d'affecter l'agriculture. Les changements climatiques les plus couramment observés en Afrique du Sud sont

l'augmentation des températures, la diminution des précipitations, la variabilité des précipitations, les changements dans les régimes pluviométriques, les périodes de sécheresse prolongées, les précipitations excessives et la récurrence des sécheresses et des inondations. Parmi les impacts sur l'agriculture à petite échelle, on peut citer les dommages causés aux cultures, la baisse des rendements et l'augmentation des parasites et des maladies des cultures (Apraku et al., 2021). Les perceptions des agriculteurs sur le changement climatique ont eu un impact sur leurs moyens de subsistance, car la plupart d'entre eux ont par conséquent modifié leurs pratiques agricoles en réponse à leurs perceptions. Les changements perçus par les agriculteurs dans leurs conditions climatiques locales sont un moteur important dans la mise en œuvre de diverses mesures d'adaptation et de stratégies de subsistance (Gandure et al. 2013).

Les décideurs politiques devraient encourager les ménages agricoles à s'adapter au changement climatique, ce qui pourrait améliorer la productivité et l'efficacité de l'agriculture et contribuer ainsi à la réalisation de deux des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, à savoir l'éradication de la faim et de la pauvreté (indicateurs cibles 2.3 des ODD). Étant donné que les petits exploitants (moins de 2 ha) représentent plus de 80 % de toutes les exploitations agricoles dans le monde (FAO, 2014), les objectifs de développement durable d'absence de pauvreté (ODD 1) et de faim zéro (ODD 2) peuvent être atteints si des politiques appropriées sont conçues pour aider ces agriculteurs à devenir plus efficaces et productifs. Par conséquent, des investissements supplémentaires sont nécessaires pour promouvoir les pratiques d'adaptation des agriculteurs et réduire les impacts négatifs imposés par les changements dans les conditions climatiques locales. Cela doit être démontré en menant des études détaillées et en montrant que les pratiques d'adaptation existantes contribuent effectivement à améliorer les performances des agriculteurs en matière de production agricole (Uttah et al., 2020).

Coopération internationale ou régionale en faveur de l'agriculture à petite échelle

Les organisations internationales et régionales connues pour leur implication dans l'agriculture à petite échelle en Afrique du Sud sont, entre autres, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'Institut d'études du développement et les Nations Unies. La coopération internationale et régionale en matière d'agriculture à petite échelle en Afrique du Sud s'appuie sur des documents de politique générale, dont les suivants : (i) le Plan d'action de la Décennie de la jeunesse africaine 2009-2018, (ii) l'Agenda africain 2063, (iii) la Charte de la jeunesse africaine, (iv) le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), (v) la Déclaration de Malabo sur la croissance agricole accélérée et la transformation pour une prospérité partagée et de meilleurs moyens de subsistance, et (vi) la Politique agricole régionale (PAR).

3. PASTORALISME

Caractéristiques générales

Le pastoralisme est un mode de subsistance dans lequel les gens gagnent leur vie en s'occupant d'animaux domestiques (Leshan et Standlause, 2013, Department of Rural Economy and Agriculture, 2017). Il existe deux formes de pastoralisme : le nomadisme ; et la transhumance. Les nomades pastoraux n'ont pas d'installations permanentes ; ce sont des migrants saisonniers qui se déplacent d'un endroit à l'autre à la recherche d'eau et de fourrage pour leurs animaux. Les nomades vivent dans des habitations temporaires et se déplacent lorsque les conditions de sécheresse s'installent (Leshan et Standlause, 2013). Les pasteurs transhumants suivent un modèle cyclique de migration, qui est aussi une migration saisonnière, mais ils ont une installation régulière avec des

maisons permanentes. La différence entre le nomadisme et le système pastoral de transhumance est que le second dépend moins de ses animaux et pratique davantage l'agriculture à petite échelle que le premier (Leshan et Standlause, 2013). Le pastoralisme est plus présent dans les régions du Sud. Il est pratiqué dans les prairies arides, les savanes et les parcours semi-arides (Food and Agriculture Organisation, 2018). Le pastoralisme génère des revenus et crée des moyens de subsistance dans des environnements éloignés et difficiles où l'agriculture commerciale est peu ou pas possible (Fonds international de développement agricole, 2010).

Rôle et place des femmes

Pendant que les hommes et les garçons s'occupent du troupeau, les femmes pastorales sont chargées de collecter du fourrage pour compléter l'alimentation du bétail gardé près de la maison. Elles s'occupent des femelles en gestation et des veaux, chevreaux et agneaux, et soignent les animaux malades qui ne peuvent pas suivre le troupeau principal (Gitungwa et al., 2021). Sur le plan économique, les femmes pastorales sont impliquées dans la production directe de bétail, comme l'élevage de bovins, et dans des activités complémentaires indirectes, comme la traite, la transformation et le petit commerce de produits laitiers (fromage, beurre et lait), le travail de la peau et du cuir, et l'extraction de produits des parcours, comme le bois de chauffage et le charbon de bois, entre autres. Par exemple, Waters-bayer (1985) a observé que les premiers spécialistes du pastoralisme en Afrique, à savoir Hopen (1958), Stenning (1959) et Dupire (1962), ont rapporté leurs études sur la participation des femmes à l'extraction et à la vente de produits du bétail comme le lait, qui est soit consommé à la maison, soit échangé contre des céréales et constitue la principale source de subsistance des pasteurs.

Les femmes étaient responsables de la traite, du traitement et de la commercialisation du lait et de l'obtention de céréales pour la consommation familiale au sein des sociétés pastorales africaines

(Onyima,2019). Les femmes pastorales sont confrontées à d'énormes défis, qui sont principalement liés aux relations complexes entre les hommes et les femmes pastorales. L'inégalité affecte leurs rôles et responsabilités, et joue un rôle majeur dans les coutumes traditionnelles, les droits de propriété, la prise de décision, ainsi que l'utilisation et le contrôle des revenus, des actifs, des ressources et des services. Ces inégalités restreignent le potentiel de développement des femmes et limitent les opportunités et la croissance économique de toute la famille (Gitungwa et al., 2021).

Les femmes des communautés pastorales sont des agents clés du développement des moyens de subsistance. Elles s'engagent dans des activités socio-économiques et culturelles, ainsi que dans la conservation et la gestion des ressources naturelles. Malgré les nombreux défis auxquels elles sont confrontées, les femmes des communautés pastorales font preuve d'ingéniosité pour trouver des moyens de satisfaire les besoins fondamentaux de leurs ménages. Cependant, leur rôle précieux n'est que partiellement reconnu. Les femmes pastorales sont particulièrement désavantagées par les limites qu'elles rencontrent au sein de leur propre société, par exemple en matière de propriété ou de participation aux processus décisionnels. Une meilleure prise de conscience des préoccupations des femmes et de la valeur de leurs apports spécifiques est une étape vers le renforcement du rôle des femmes dans les communautés pastorales, réduisant ainsi leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. (Fonds international pour le développement agricole, 2010).

Rôle et place de la jeunesse

Les jeunes hommes sont les guerriers de la communauté et ont la responsabilité de protéger et d'acquérir des biens pour la communauté. Dans les sociétés pastorales, les jeunes hommes acquièrent généralement du prestige en étant courageux et en réussissant des raids prédateurs et en accumulant de grands troupeaux d'animaux. L'éleveur individuel est continuellement incité à augmenter le nombre de ses

bêtes, même si cette augmentation cause des dommages aux pâturages communaux, car ces dommages sont partagés par la communauté. Cette supposée contradiction inhérente entre les intérêts privés et publics et le surpâturage qui en résulte ont été appelés la tragédie des biens communs (Hardin, 1968). Avec les changements dans le monde, le pastoralisme en tant que mode de vie est confronté à de nombreux défis et les pasteurs risquent d'être incapables de faire face à leurs environnements difficiles. De nombreux pasteurs ont une histoire de relations tendues avec les autorités centrales, menant parfois à de franches hostilités. Ils ont peu de poids et d'influence politiques, car ils habitent des zones reculées et sont très dispersés. Les frontières internationales ont interféré avec leurs schémas de migration traditionnels. Les politiques gouvernementales favorisent généralement l'agriculture sédentaire et la production végétale et sont mises en œuvre au détriment de l'existence pastorale (Fonds international de développement agricole, 2010).

Évaluation de la recherche disponible sur le pastoralisme

Les recherches disponibles sur le pastoralisme en Afrique du Sud se limitent à des récits historiques. En Afrique du Sud, le pastoralisme a cessé d'exister en raison des conflits avec les empires européens expansionnistes et de l'assimilation aux sociétés coloniales. Historiquement, il y avait deux grands groupes de pasteurs en Afrique du Sud : les "Khoekhoen" et les Herero. On sait que les Khoekhoen (anciennement appelés "Hottentots") se sont répandus sur une grande partie de l'ouest et du sud du sous-continent depuis l'Afrique de l'Est, qui est la principale région de pastoralisme au sud du Sahara. ¹

¹ [Les pasteurs en Afrique - Une étude de cas \(yourarticlelibrary.com\)](https://yourarticlelibrary.com)

² [les Khoikhoi \(Hottentots\) : Le premier peuple d'Afrique du Sud \(kwekudee-tripdownmemorylane.blogspot.com\)](https://tripdownmemorylane.blogspot.com)

Comme la littérature est largement historique, il suffira de passer en revue une seule référence ancienne (entre guillemets) comme suit : "Les Khoikhoi faisaient à l'origine partie d'une culture pastorale et d'un groupe linguistique présents dans toute l'Afrique australe. Originaire de la région nord de l'actuel Botswana, le groupe ethnique a régulièrement migré vers le sud, atteignant le Cap il y a environ 2 000 ans. Les sous-groupes Khoikhoi comprennent les Korana au milieu de l'Afrique du Sud, les Namaqua à l'ouest et les Khoikhoi au sud. L'élevage de moutons, de chèvres et de bovins offrait une alimentation stable et équilibrée et permettait aux peuples Khoikhoi apparentés de vivre en groupes plus importants que les San, les premiers habitants de la région. Les troupeaux paissaient dans les vallées fertiles de la région jusqu'au 3e siècle de notre ère, lorsque les Bantous ont empiété sur leur territoire traditionnel. Les Khoikhoi ont été contraints à une longue retraite vers des zones plus arides" (Hendrik Witbooi 1897).
2

Politique publique en faveur du pastoralisme

Le pastoralisme ne figure pas en bonne place dans les documents de politique et de stratégie du gouvernement sud-africain. Il est mentionné de manière superficielle dans les débats et les plans de politique nationale, tels que le plan de développement national, où la polyculture et l'élevage (agropastoralisme) sont encouragés en partie pour des raisons environnementales et de santé des sols. Le Plan directeur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, le "Pacte social" de l'Afrique du Sud, publié en mai 2022³ présente une combinaison ambitieuse d'intentions politiques de croissance et de commercialisation du secteur de l'élevage, mais souffre d'un manque de désagrégation des solutions

³ https://www.dalrrd.gov.za/doaDev/sideMenu/AgroProcessingSupport/docs/AAMP_Final_12May2022.pdf (visité le 29/11/2022 à 13:28 heures).

sectorielles et de spécificité des interventions visant le secteur des petits exploitants agricoles. Les mesures politiques prononcées dans le document comprennent l'autorisation de la vente de chèvres et de moutons vivants dans les villes rurales dans un environnement plus réglementé, le renforcement de la traçabilité du bétail, le renforcement du contrôle du vol de bétail, l'introduction de kraals mobiles, la réintroduction de cuves d'immersion et de clôtures de pâturage dans toutes les zones rurales, et la fourniture d'une assistance complète aux agriculteurs, de financement du développement, de recherche et développement et de services de vulgarisation. L'amélioration de l'accès aux aliments pour animaux pour les nouveaux agriculteurs et le soutien à l'expansion des pâturages commerciaux sont d'autres piliers essentiels de la politique actuelle.

Cependant, bien qu'elles influencent dans une certaine mesure le pastoralisme, les politiques explicites qui soutiennent la mobilité, l'amélioration génétique, l'expansion et la résilience du pastoralisme font défaut⁴. Cela tend à refléter l'insignifiance relative du pastoralisme dans le développement national, aux yeux des décideurs politiques et des praticiens du développement en Afrique du Sud. Il est donc nécessaire de mener davantage de recherches sur les facteurs contributifs pertinents. Pourtant, le pastoralisme est souvent mentionné comme un système de production durable sur le plan environnemental qui fournit une série de services écosystémiques, tels que la conservation et la restauration de la biodiversité dans les pâturages et la fertilité des sols dans les terres cultivées, et la fourniture aux marchés d'aliments d'origine animale et de sous-produits. Le Pastoralists Knowledge Hub (PKH) soutient les initiatives de recherche visant à évaluer la contribution du pastoralisme aux écosystèmes. Il couvre un large éventail de régions, notamment

⁴ <https://www.google.com/search?q=Policy+support+for+pastoral+societies+in+South+Africa&sxsrf=ALiCzsYZi6Q1kYh6iwr3j3Uwm4eKX3MdaA%3A1668518018020&ei=gpbZy6dwy4CBBuaNqLAG&ved=0ahUKewin uY ->

l'Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est et du Sud. Il met en évidence son rôle clé pour l'avenir du secteur de l'élevage et, plus largement, pour les systèmes alimentaires mondiaux.

Le pastoralisme a montré de grandes capacités d'adaptation à des conditions climatiques variables et à surmonter les chocs externes. Les conséquences du changement climatique - augmentation de la température, périodes de sécheresse prolongées ou changements de la saisonnalité - affectent la disponibilité des pâturages et réduisent les sources d'eau. Le PKH cherche à contribuer à la résilience des pasteurs en défendant leur droit à la mobilité et en montrant leur contribution complémentaire à d'autres systèmes de subsistance et de production, tels que l'agriculture pluviale ou l'agroforesterie.

Pour accroître la reconnaissance du pastoralisme, la production de données est cruciale pour l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. La collecte de données est essentielle pour comprendre l'importance du pastoralisme, sa contribution aux sociétés locales et nationales et pour mieux informer les politiques. Le PKH soutient et dirige des activités de terrain visant à évaluer la valeur des systèmes pastoraux, telle que sa valeur économique totale, matérielle et immatérielle.

Le pastoralisme n'est pas simplement un système de production, mais plus largement un système de subsistance et d'utilisation des terres nécessitant une approche multidimensionnelle (alimentation, fourrage, environnement, économique, social, etc.) dans le cadre des politiques. Pour cette raison, le PKH encourage et mène le dialogue avec les institutions politiques à différents niveaux - local, national, régional et international - pour s'assurer que les politiques reconnaissent les spécificités du pastoralisme.

[obD7AhVLQMAKHeYGCmYQ4dUDCA8&uact=5&og=Politique+de+soutien+aux+sociétés+pastorales+en+Afrique+du+Sud&.gs_lcp=Cgxnd3Mtd2l6LXNlcnAQAzIFCCEQoAE6BwgjEOoCECc6BAghEBU6BQghEJIDOGclIRCgARAKSgQITRgBSgQIQRgASgQIRhgAUOAIWPFvYL1aAZwAXgBgAHUA4gB8TuSAQgyLTEuMTguM5gBAKABAbABCsABQ&sclient=gws-wiz-serp](https://www.google.com/search?q=Policy+support+for+pastoral+societies+in+South+Africa&sxsrf=ALiCzsYZi6Q1kYh6iwr3j3Uwm4eKX3MdaA%3A1668518018020&ei=gpbZy6dwy4CBBuaNqLAG&ved=0ahUKewin uY -)

De par sa nature même, le pastoralisme nécessite des systèmes de gouvernance et de tenure adaptables et flexibles afin de fonctionner de manière optimale. Alors que les lois établies peuvent permettre aux bénéficiaires de sécuriser la tenure pastorale et d'exercer leurs droits d'accès aux ressources naturelles, il est souvent nécessaire de reconnaître et d'intégrer les systèmes de gouvernance coutumiers au niveau local, et d'inclure les systèmes de gouvernance informels dans les processus de prise de décision. Par exemple, le PKH soutient les pays dans la mise en œuvre des "Directives techniques sur l'amélioration de la gouvernance des terres pastorales" (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 2022).

Pastoralisme et gestion des parcours naturels

L'Afrique du Sud est connue pour avoir des terres de parcours vastes et ouvertes. Cependant, il s'est avéré assez difficile de différencier la portion destinée à l'élevage. En utilisant la couche de données telle qu'elle a été publiée, elle indique des valeurs de capacité de pâturage à long terme pour l'étendue totale de l'Afrique du Sud (± 121 millions d'hectares), mais en réalité, environ 13 millions d'hectares sont cultivés et 2,6 millions d'hectares sont transformés par une certaine forme de développement urbain (Avenant, 2019) ; certaines zones peuvent devenir assez denses (par exemple, la végétation des *fouffes d'Albany* ou les zones empiétées par la brousse, elle contribue encore à une grande partie des terres de parcours pour l'industrie du bétail, en particulier les chèvres). Dans certaines zones, le couvert végétal peut atteindre 75 %, mais l'herbe est encore suffisante et accessible pour nourrir le bétail. Dans de nombreux cas, des espèces de gibier sont introduites dans les systèmes d'élevage pour aider à ouvrir la végétation dense et la rendre plus accessible au bétail. Les autres zones comprennent le *biome des prairies* ainsi que diverses autres zones de prairies ouvertes et semi-ouvertes dans presque tous les autres biomes. Les exploitations agricoles comprennent les bovins, les vaches laitières et les moutons. Les fortes

précipitations permettent d'obtenir un tapis herbacé dense avec une bonne couverture et une production élevée (Avenant, 2019).

En outre, 70 % des terres agricoles d'Afrique du Sud ne peuvent être utilisées que par le bétail et le gibier. Les parcours naturels constituent la base des industries d'élevage extensif, en particulier dans les environnements semi-arides où les précipitations sont faibles et imprévisibles. En raison de la variabilité croissante du climat et des effets du réchauffement climatique, les sécheresses de milieu d'été sont devenues plus la norme que l'exception. Une gestion efficace des parcours doit garantir que la quantité de fourrage pendant ces périodes est suffisante pour une production animale durable. Comme ces sécheresses de milieu d'été coïncident avec la saison des amours, elles peuvent contribuer au faible taux de reproduction des troupeaux de bovins. L'Afrique du Sud est toujours un importateur net de viande bovine, principalement en raison des faibles niveaux de production. L'Afrique du Sud pourra passer à l'autosuffisance si le taux de vêlage moyen et les prélèvements sont augmentés, notamment dans les secteurs communaux et émergents (Van der Westhuizen et al., 2020).

Les risques qui menacent les parcours sont la dégradation, la surexploitation, les incendies, les parasites, les maladies, la sécheresse, l'agriculture, le surpâturage, les espèces invasives, la chasse illégale,



le changement climatique, l'érosion, la dégradation

de l'eau et la destruction de l'habitat. Parmi les facteurs qui limitent l'accès des pasteurs aux parcours, on peut citer l'augmentation de la population et de la taille des troupeaux, la dégradation et la conversion, la perte de biodiversité et la dégradation des terres grâce à l'exploitation accrue des ressources, le développement des infrastructures et d'autres types d'activités humaines qui créent des obstacles à la mobilité du bétail et à l'utilisation des pâturages. Le surpâturage est progressivement devenu un problème pour les pasteurs en raison de l'augmentation de la population et de la taille des troupeaux et de la réduction de l'accès aux terres (et des autres utilisations des terres) due à la dégradation et à la conversion. La perte d'accès aux sources d'eau et les conflits avec d'autres éleveurs ont tendance à se manifester surtout pendant les périodes de stress comme la sécheresse (Ambale, 2022).

Changement climatique et pastoralisme

Le changement climatique est une menace pour les moyens de subsistance et affecte simultanément les pasteurs. Les facteurs climatiques affectent directement les ressources naturelles, les rendements du bétail, provoquent des épidémies de maladies animales et humaines, et la perte d'animaux dans les zones pastorales (Ayele et al., 2020). Kimaro et al. (2018) affirment que la pression démographique et l'abattage des arbres sont les principales causes du changement climatique (Kimaro, More et Toribio, 2018). Des précipitations plus irrégulières et réduites, une augmentation de la température et des périodes de sécheresse prolongées et fréquentes entraînent une diminution des taux de croissance du bétail, une baisse du poids du bétail, une faible production laitière, des taux de reproduction médiocres, une augmentation des occurrences de parasites et de maladies, une végétation pauvre, des décès de bétail et une perte de revenus/de gains agricoles sont les principaux impacts du changement climatique sur leurs activités de production (Popoola et al., 2019 ; Naidoo et al., 2013). Les perceptions des petits éleveurs comprennent la diminution du taux de croissance du bétail, la diminution du poids

du bétail, la diminution de la production laitière, la diminution des taux de reproduction, l'augmentation des occurrences de parasites et de maladies, l'augmentation de la végétation pauvre et des pâturages limités (veld), la rareté des ressources en eau, l'augmentation des décès de bétail et la perte de revenus agricoles.

Les pratiques mises en œuvre par les pasteurs face au changement climatique comprennent la modification des itinéraires de pâturage, l'augmentation des distances de pâturage, le déstockage, la collecte et le stockage de l'eau et l'augmentation de la dépendance à l'aide sociale. Un examen des perceptions des agriculteurs sur les réponses qu'ils ont adoptées a montré qu'aucune des mesures de réponse n'était perçue comme significativement efficace. L'absence de réponse efficace à la crise du changement climatique est préoccupante, car l'industrie de l'élevage est endémique dans la région et fait vivre des familles et des communautés entières. (Popoola et al., 2019 ; Kimaro et al. , 2018).

Les réponses d'adaptation identifiées se limitent principalement à la modification des itinéraires de pâturage, à l'augmentation des distances de pâturage, au déstockage, à la collecte et au stockage de l'eau, et à la dépendance vis-à-vis de l'aide sociale ; toutes ces réponses sont perçues par les éleveurs comme insuffisamment efficaces pour faire face aux stress climatiques actuels (Popoola, Monde et Yusuf, 2019). Migrer vers un autre endroit, diversifier les moyens de subsistance, creuser des trous et s'engager dans l'agriculture sont d'autres options de réponse (Godson-Ibeji, Ibe, Chikaire et Aminu, 2022).

Les priorités nationales en matière d'adaptation, telles qu'identifiées dans les programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) et les communications nationales, comprennent la gestion durable des forêts et l'utilisation durable des ressources ; les programmes de boisement et de reboisement ; la promotion de l'agroforesterie, des moyens de subsistance non ligneux, des sources d'énergie alternatives et des variétés d'arbres

résistantes au climat ; ainsi que le renforcement des capacités et des cadres institutionnels (Naidoo et al., 2013).

Coopération internationale ou régionale en faveur du pastoralisme

Le pastoralisme joue un rôle important dans les économies nationales et régionales de l'Afrique. Il fournit des millions d'animaux aux marchés nationaux et internationaux grâce à d'importants réseaux de commerce du bétail qui relient les marchés locaux et transfrontaliers aux pays voisins et aux marchés internationaux. En général, le pastoralisme contribue à hauteur de 10 % à 44 % au produit intérieur brut (PIB) des pays africains (Union africaine, 2010).

Ainsi, la coopération internationale et régionale en faveur du pastoralisme devrait grandement profiter aux pays hôtes. Cependant, pour l'Afrique du Sud, ces avantages restent insignifiants en raison du rôle mineur joué par le pastoralisme (tant au sens traditionnel de nomade que dans le contexte plus actuel d'agropastoralisme) dans l'économie du pays.

4. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusion

- ***Importance socio-économique***

Agriculture à petite échelle et pastoralisme

L'agriculture et le pastoralisme à petite échelle jouent un rôle crucial pour la croissance et la cohésion sociale. Ils créent des liens plus forts au sein des différents groupes et entre eux. Ils contribuent tous deux à lutter contre l'exclusion et la marginalisation, à créer un sentiment d'appartenance, à promouvoir la confiance et à offrir à leurs membres la possibilité d'une mobilité ascendante, d'une prospérité à long terme et de la compétitivité. L'émergence de l'insécurité alimentaire au cours des dernières années a fait que l'agriculture à petite échelle et le pastoralisme ont été élevés, en particulier dans les

pays en développement, au rang de panacée pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Le lien entre l'agriculture à petite échelle et le pastoralisme est significatif car les pasteurs en transhumance sont des gardes forestiers qui pratiquent l'agriculture à petite échelle pour la production et la consommation de nourriture. Les deux pratiques reposent sur la main-d'œuvre familiale humaine. Dans l'agriculture, les différents membres de la famille sont responsables d'une tâche spécifique alors que dans le pastoralisme, toute la famille joue des rôles économiques, sociaux et culturels importants qui sont étroitement liés (Coalition for European Lobbies on Eastern African Pastoralism, 2019).

- ***Risques et contraintes***

Économie

Agriculture à petite échelle et pastoralisme

L'agriculture à petite échelle est confrontée à des risques et des contraintes économiques tels que la vulnérabilité aux situations économiques difficiles. Les informations sur le marché peuvent être rares ou coûteuses à obtenir, et l'accès au marché peut être limité pour les produits des petites exploitations. En effet, l'inondation de la plupart des marchés par les produits du secteur de l'agriculture commerciale à grande échelle rend difficile, voire impossible, la pénétration de ces mêmes marchés par les petits exploitants. En outre, la plupart des zones d'agriculture à petite échelle manquent d'infrastructures appropriées telles que des routes, des ponts et des points de vente et d'achat d'intrants et de produits. Par ailleurs, les prix prohibitifs des intrants tels que les engrais et les herbicides constituent une contrainte importante pour les petits exploitants. De même, des compétences agricoles non durables ou inadéquates peuvent militer contre l'augmentation des rendements et des revenus de ce sous-secteur agricole. Ces risques et contraintes économiques sont encore exacerbés par le coût élevé des transports pour acheminer les intrants et les produits de la ferme (Mpandeli et Maponya, 2014 ; Harvest SA, 2019). Le pastoralisme est moins affecté

par les risques et contraintes économiques. Bien au contraire, il possède un potentiel adéquat pour diversifier la production alimentaire et peut contribuer à réduire la dépendance d'un pays vis-à-vis des importations (Food and Agriculture Organisation, 2021).

- ***Social***

Agriculture à petite échelle et pastoralisme

L'agriculture à petite échelle est exposée à des risques et à des contraintes sociales telles que les tarifs discriminatoires des chemins de fer et les prix monopolistiques pratiqués pour les machines agricoles et les engrais ; un tarif douanier élevé et une structure fiscale injuste ; un système bancaire inflexible ; la corruption politique ; et des sociétés qui ont acheté d'énormes étendues de terre (Digital History, 2021). Le pastoralisme est confronté à des contraintes environnementales qui menacent le bien-être des personnes et des animaux, comme les maladies du bétail non contrôlées, le vol de bétail entre communautés, les conditions agricoles relativement peu favorables et le manque de soutien institutionnel au pastoralisme (Iyer, 2021).

- ***Institutionnel***

Agriculture à petite échelle et pastoralisme

L'agriculture à petite échelle peut être soumise à des risques institutionnels lorsque, par exemple, le gouvernement ou d'autres institutions formelles mettent en œuvre des changements imprévisibles dans les politiques et les réglementations. (Kahan, 2008). Le pastoralisme est également affecté négativement par la domination des relations politiques par les États centraux, et par les problèmes liés aux services financiers et d'assurance.

- ***Climatique***

Agriculture à petite échelle et pastoralisme

Les risques climatiques affectant l'agriculture à petite échelle comprennent la variabilité du climat, les niveaux élevés de compétences agricoles, les

attaques de ravageurs et de maladies, les mauvaises récoltes et les conditions météorologiques défavorables telles que la sécheresse/les longues périodes (Mokhaukhu et al., 2020). Le pastoralisme est vulnérable aux émissions de GES, à l'expansion des pâturages par la déforestation, à l'érosion et à la dégradation des sols, ainsi qu'à la qualité de l'air et de l'eau (Uddin et Kibreab, 2020).

Recommandations

- ***Politique de soutien public***

L'agriculture à petite échelle :

- L'Afrique du Sud a besoin de politiques spécifiques qui traitent uniquement de l'agriculture à petite échelle. De nombreuses politiques traitent de l'agriculture et de la promotion de l'agriculture commercialisée sans faire référence, ou presque, à l'agriculture à petite échelle.
- Des recherches supplémentaires doivent être menées en se référant spécifiquement aux femmes et aux jeunes et à leur contribution au développement de l'agriculture à petite échelle.
- Dans le cadre de la gouvernance foncière, il est nécessaire de redistribuer les terres afin que les petits agriculteurs puissent accéder à de plus grandes surfaces à cultiver. Cette initiative profitera à leurs ménages et contribuera au développement national grâce à l'agriculture commerciale.
- Les petits agriculteurs et les pasteurs ont besoin d'une formation pour acquérir davantage de connaissances sur les questions qui affectent leurs produits, par exemple le changement climatique.
- Le gouvernement devrait également accorder des prêts pour aider les agriculteurs à obtenir des intrants non seulement pour la production de cultures destinées à la consommation humaine, mais aussi pour l'alimentation complémentaire du bétail dans les systèmes

d'agriculture mixte des petits exploitants, ce qui permettrait d'éviter que leurs animaux meurent de pauvreté pendant les années de sécheresse. Cela renforcera ensuite l'intégration des cultures et du bétail, ainsi que la résilience, ce qui profitera à la communauté ou au pays dans son ensemble.

- *Coopération internationale/régionale*

Pastoralisme

- Le pastoralisme est pratiqué mais ne reçoit pas toute l'attention nécessaire en termes de documents politiques au niveau national. Il est nécessaire que le gouvernement accorde plus d'attention à la reconnaissance du pastoralisme et à sa contribution à l'économie du pays.
- Il est nécessaire d'adopter des politiques qui favorisent la mobilité des pasteurs, l'amélioration génétique, leur intégration systématique dans les chaînes de valeur commerciales et la traçabilité des ressources animales de ce sous-secteur.
- La participation des jeunes et des femmes au pastoralisme doit être encouragée car ils jouent un rôle crucial dans son développement.
- En Afrique, le concept de pastoralisme est plus efficace à l'est et à l'ouest du continent ; il est

nécessaire d'accorder plus d'attention au pastoralisme dans la région de l'Afrique australe, notamment parce qu'il touche des segments spécifiques de la population.

- *Gouvernance des parcours*

Pastoralisme

- L'élimination systématique des espèces végétales indésirables (par exemple, par des méthodes de contrôle mécanique, chimique et biologique) est recommandée pour promouvoir les économies pastorales.
- Il est important de semer des plantes désirables qui concurrencent les espèces indésirables.
- Les communautés pastorales doivent être dotées d'outils tels que le pâturage en rotation ou le brûlage dirigé pour restaurer les sols.
- La cartographie et la gestion des parcours et la gouvernance institutionnelle au niveau local doivent être renforcées pour minimiser les effets négatifs du pastoralisme.

RÉFÉRENCES

- Amra, R., Moloji, T., Mthimukulu, S., Simelane, S. et Mohammed, S. (2022).** Briefing économique trimestriel - Briefing budgétaire parlementaire. Disponible sur https://www.parliament.gov.za/storage/app/media/PBO/Quarterly_Economic_Briefs/2022/2-September/Quarterly_Economic_Brief.pdf
- Ayele, T., Dedecha, D. et Duba, D. (2020).** L'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance des pasteurs en Éthiopie : A Review. *Journal of Resources Development and Management*, 63:8-14.
- Coalition des lobbies européens sur le pastoralisme en Afrique de l'Est. (2019).** Les pasteurs comme agriculteurs familiaux : Quelques détails supplémentaires. Disponible sur <https://rangelandsgateway.org/sites/default/files/iyrp/Pastoralists%20as%20family%20farmers%20-%20some%20more%20details%20-%202019.pdf> (consulté le 9 novembre 2022).
- Chapman SA, Tjasink K et Louw J (2021) What works for poor farmers ? Insights from South Africa's national policy evaluations. *African Evaluation Journal* 9(1) : a548. <https://doi.org/10.4102/aej.v9i1.548>
- Histoire numérique. (2021).** La détresse des agriculteurs. Disponible sur https://www.digitalhistory.uh.edu/disp_textbook.cfm?smtID=2&psid=3126 (consulté le 8 novembre 2022).
- Godson-Ibeji, C.C., Ibe, M.N., Chikaire, J.U. et Aminu, G.O. (2022).** Effets du changement climatique sur l'économie des agro-pasteurs et stratégies d'adaptation utilisées dans le sud-est du Nigeria. Disponible sur <https://medcraveonline.com/MOJES/effects-of-climate-change-on-agro-pastoralistsrsquo-economy-and-adaptation-strategies-used-in-southeast-nigeria.html> (consulté le 8 novembre 2022).
- Harvest SA. (2019).** Facing the Facts : Défis et contraintes auxquels est confrontée la productivité de l'agriculture à petite échelle en Afrique du Sud. Disponible sur <https://www.arc.agric.za/arc-iscw/News%20Articles%20Library/Challenges%20and%20constraints%20for%20small-scale%20farmers.pdf> (consulté le 8 novembre 2022).
- Iyer, P. (2021).** Amitié, parenté et stratégies de gestion des risques sociaux chez les pasteurs de Karamoja, en Ouganda. *Pastoralism*, 11(24):1-13.
- Kahan, D. (2008).** Managing Risk. Disponible sur <https://www.fao.org/uploads/media/3-ManagingRiskInternLores.pdf> (consulté le 8 novembre 2022).
- Kimaro, E. G., More, S. M. et Toribio, J.L.M. L. (2018).** Perception du changement climatique et impacts sur la production bovine dans les communautés pastorales du nord de la Tanzanie. *Pastoralisme : Research, Policy and Practice*, 8 : 19-36.
- Mokhaukhau, J., Hlongwane, J.J., Chaminuka, P., Mayekiso, A. et Cholo, S.M. (2020).** Stratégies de gestion des risques adoptées par les petits producteurs de légumes dans la municipalité locale de Thaba Chweu, province de Mpumalanga, Afrique du Sud. *Journal of Agribusiness and Rural Development*, 55:1-45-51.
- Mpandeli, S. et Maponya, P. (2014).** Contraintes et défis auxquels sont confrontés les petits agriculteurs de la province de Limpopo, en Afrique du Sud. *Journal of Agricultural Science*, 6(4) : 135-145.
- Naidoo, S. Davies, C. et van Garderen, E. A. (2013).** Forêts, pâturages et climat en Afrique australe. Disponible sur <https://www.fao.org/3/i2970e/i2970e.pdf> (consulté le 8 novembre, 2022).

Okunlola A, Ngubane M, Cousins B et al. (2016) Challenging the stereotypes : small-scale black farmers and private sector support programmes in South Africa : a national scan. Rapport de recherche - PLAAS : ix-pp.

Popoola, O.O., Monde, N. et Yusuf, S.F.G. (2019). Perception et réponses d'adaptation au changement climatique : Une évaluation des petits éleveurs de bétail dans la municipalité du district d'Amathole, province du Cap-Oriental. Journal sud-africain de la vulgarisation agricole, 47(2) : 47-56.

Gouvernement d'Afrique du Sud. (2022). Géographie et climat. Disponible sur www.gov.za : (consulté le 31 octobre 2022).

Gouvernement d'Afrique du Sud. (2022). La population de l'Afrique du Sud. Disponible sur www.gov.za : (consulté le 31 octobre 2022).

Statista. (2022). Afrique du Sud : Superficie des terres agricoles. Disponible sur <https://statistics.com/statistics/1303761/agricultural-land-in-south-africa/> Consulté le 31 octobre 2022).

Économie du commerce. (2022). Valeur ajoutée de l'agriculture en Afrique du Sud. Disponible sur <https://tradingeconomics.com/south-africa/agriculture-value-added-percentage-of-gdp-wd-data-html> (consulté le 31 octobre 2022).

Économie du commerce. (2022). Taux de chômage en Afrique du Sud. Disponible sur <https://tradingeconomics.com/south-africa/unemployment-rate> (consulté le 31 octobre 2022).

Uddin, E. et Kebreab, E. (2020). Review : Impact du changement alimentaire et climatique sur les industries pastorales. Frontières des systèmes alimentaires durables, 1-13.